

CÉLÉBRATION DE LA FÊTE NATIONALE LE 14 JUILLET 2023

Monsieur le Député,

Mesdames, Messieurs,

C'est avec grand plaisir que je prononce chaque année le discours qui commémore notre fête nationale, car c'est un moment où nous nous retrouvons tous autour de cet événement fondateur qu'est la Révolution Française.

Nous ne pouvons d'ailleurs que déplorer que cette célébration soit réduite à un défilé militaire qui la détourne de son sens initial.

Alban BRUNEAU

La France est, je le rappelle, la seule démocratie au monde à organiser un tel défilé...

Le 14 juillet 1789, marque le point d'orgue d'une révolte qui s'est transformée en Révolution.

La révolte d'un peuple affamé, opprimé par la monarchie et le Clergé, un peuple sans droits.

Mais un peuple bien décidé à se battre pour sa liberté et pour l'abolition des privilèges.

L'invitation que vous avez reçue reprend d'ailleurs une illustration du Serment du jeu de paume du 20 juin 1789, lors duquel les 576 députés du Tiers-état, jurèrent solennellement de ne se quitter qu'après avoir donné à la France une Constitution.

Alban BRUNEAU

Le 14 juillet 1789 portait donc en lui les germes de la future République qui allait être instaurée 3 ans plus tard en 1792.

La République qui fit des habitants de ce pays des citoyens, eux qui n'avaient jamais été que des sujets.

Plus de 2 siècles se sont écoulés jusqu'à nos jours.

Et l'on constate aujourd'hui que nombre de nos dirigeants nationaux se sont peu à peu éloignés de cette belle idée, tout en continuant à s'en réclamer pour brouiller les pistes.

Un fossé s'est peu à peu creusé entre l'idéalisme républicain et la réalité que nos concitoyens vivent au quotidien.

Les exemples sont légion pour illustrer cette dérive :

Ainsi, en République le pouvoir est censé ne pas être concentré entre les mains d'une seule personne, mais être partagé par l'intermédiaire de représentants élus par le peuple à tous les échelons.

Dans la République de notre président en revanche, les représentants n'ont pas le droit de voter les textes importants (je pense à la réforme des retraites). C'est le président qui décide, seul.

En République, nous bénéficions d'un modèle social qui finance la sécurité sociale, l'assurance chômage et le système de retraite.

Mais dans la République de notre président, les salariés sont les seuls à contribuer et doivent travailler toujours plus longtemps, les chômeurs sont montrés du doigt et leurs indemnités réduites.

Quant au système de santé, il est progressivement démantelé.

En République tous les citoyens sont traités de la même manière, à égalité de droits, quelle que soit leur origine.

Dans la République de notre président, la jouissance de ses droits est d'abord question de votre classe sociale, de votre lieu d'habitation, de vos origines.

Bref, la République, c'est comme la Démocratie, tout le monde s'en réclame en France, mais nous le voyons bien à travers ces illustrations, n'est pas le meilleur Republicain et Démocrate celui qui en parle le plus !

Résultat, la République est malade et la Démocratie est désormais en danger, menacée par la droite excessive qui se mêle à l'extrême-droite.

Parce que le libéralisme qui consacre la loi du plus fort et qui sévit dans notre pays depuis 20 ans, est un poison qui a sapé la République et les valeurs sur lesquelles elle repose.

A force de manquer de respect, à force de refuser d'entendre, à force de trier, d'exclure, à force de s'éloigner, la République ne devient qu'un mot qui perd son sens.

Comment dès lors s'étonner que ceux que l'on a placé en dehors de la République, finissent par ne plus la reconnaître ?

Car une République cela doit être un sentiment d'appartenance qui se fonde sur une utilité concrète.

Renforcer la République, c'est donc se rappeler ce qu'est une République, et l'appliquer !

Agir pour la République, c'est investir massivement pour l'Éducation Nationale, plus que pour l'armement, au service des futurs citoyens, des futurs actifs, et de la société toute entière, à partir de classes à 19 élèves maximum partout.

Permettre à la République de remplir son rôle, c'est garantir sa capacité à organiser et à proposer des services publics accessibles, en proximité, couvrant l'ensemble des besoins des habitants, de la petite enfance jusqu'à nos aînés.

Comme nous le faisons ici à Gonfreville l'Orcher, contre vents et marrées, malgré les difficultés.

Redonner confiance en la République, c'est un État qui, aux côtés des acteurs de l'éducation populaire, des élus municipaux, des syndicats et de tous les corps constitués, travaillent ensemble aux réponses concrètes à apporter aux besoins, aux urgences.

Et ce sont des communes respectées, dotées des moyens nécessaires à la conduite des politiques publiques locales, et d'une réelle autonomie dans leurs décisions.

La République est abîmée, des habitants ont peur, sont en colère, ils attendent des réponses.

Le besoin d'égalité, de respect, d'écoute de tout le monde est grand.

C'est par ces investissements et politiques publiques fortes que la République retrouvera l'apaisement et que la fraternité se substituera aux divisions et aux tensions.

En ce 14 juillet il nous revient de nous mobiliser pour défendre l'héritage des révolutionnaires de 1789.

Nous rendons aujourd'hui hommage à ceux qui se sont battus pour devenir des citoyens.

Le combat des révolutionnaires doit toujours nous inspirer et nous guider.

Car l'Histoire nous l'a prouvé : seul le rassemblement du peuple peut transformer l'avenir.